

# LETTRE JURISTENDANCES JTIT

## NOUVEAUTE :

lettre lexing du DPO pour plus d'informations  
[www.lexing-editions.com](http://www.lexing-editions.com)



JURISTENDANCES INFORMATIQUE ET TELECOMS ■ N° 227 ■ Mars 2022

*Voici un résumé des principales actualités de ces dernières semaines*



## Déclaration européenne des droits et principes numériques

La Commission européenne a formulé une nouvelle Déclaration européenne sur les droits et principes numériques, présentée dans une communication en date du 26 janvier 2022. • [Lire l'article](#)



## Renforcement et simplification des pouvoirs de sanction de la Cnil

Une loi est venue simplifier les procédures de mise en demeure et de sanction de la Cnil afin de fluidifier le traitement des plaintes. • [Lire l'article](#)



## Une nouvelle annexe au CCAG TIC sur les logiciels réalisés à façon

De nouvelles clauses viennent compléter le CCAG TIC visant spécifiquement les livraisons de logiciels réalisés à façon. • [Lire l'article](#)



## Plan de contrôle de la Cnil : les thématiques prioritaires en 2022

En 2022, trois thématiques prioritaires de contrôle ont été retenues par la Cnil : la prospection commerciale, le cloud (utilisation de l'informatique en nuage) et la surveillance du télétravail. • [Lire l'article](#)



## Planète Robots n°71 : la robotique d'exploration spatiale

Le numéro 71 de Planète Robots, actuellement en kiosque, consacre un dossier spécial aux nouveaux enjeux de la robotique d'exploration spatiale. • [Lire l'article](#)



## L'AirTag peut-il servir à nous espionner ?

Cette mini-balise de localisation d'Apple, l'AirTag, peut-il servir à nous espionner ? Raphaël Liotier répond aux questions de Nicolas Six pour Le Monde. • [Lire l'article](#)



## Google Analytics : la Cnil apporte des précisions

La Cnil publie de manière anonymisée la décision de mise en demeure visée dans son communiqué relatif à Google Analytics. • [Lire l'article](#)



## Flash actualité : du nouveau sur l'imposition du crédit-vendeur

Le Conseil constitutionnel valide l'imposition du crédit-vendeur sur la totalité de la plus-value réalisée (1). Il confirme les dispositions prévues par le CGI. • [Lire l'article](#)



## Le NFT en 4 questions

Un SMS mis aux enchères sous forme de NFT, un terrain virtuel vendu sous forme de NFT, une carte de joueur mise sur le marché sous forme de NFT mais... • [Lire l'article](#)



## Les nouvelles règles du démarchage téléphonique en assurance

Le décret attendu encadrant le démarchage téléphonique en assurance et issu de la loi du 8 avril 2021 sur la réforme du courtage a été publié en janvier 2022. • [Lire l'article](#)



## Vers un droit des métavers ?

Alain Bensoussan évoque l'opportunité de créer un droit des métavers, lors de son intervention dans le cadre de My Global Village, en marge du CES (\*) de Las Vegas 2022. • [Lire l'article](#)



## La Cnil se prononce sur l'utilisation de Google Analytics

Depuis les décisions de l'autorité autrichienne et du CEPD, à l'encontre du Parlement européen, considérant illicites les transferts de données opérés via la solution Google Analytics, la position de la Cnil était attendue. • [Lire l'article](#)



## Que peuvent nos systèmes juridiques face aux GAFAM ?

Alain Bensoussan décrypte pour ANews Sécurité ce que peuvent faire nos systèmes juridiques face à la puissance des GAFAM. • [Lire l'article](#)



## Condamnation pour injures publiques à caractère racial sur Twitter

Condamnation de sept jeunes personnes pour injures publiques à caractère racial, à la suite de propos antisémites tenus sur Twitter. • [Lire l'article](#)



## Faux avis en ligne : la responsabilité des plateformes numériques

Qui ne s'est pas déjà intéressé aux avis en ligne des consommateurs avant l'achat de produits ou de services ? • [Lire l'article](#)



## Comment maîtriser sa réputation en ligne ?

Virginie Bensoussan-Brulé, invitée de l'émission Smart Lex sur la chaîne B Smart, évoque l'enjeu pour les entreprises de maîtriser leur réputation en ligne et les solutions pour y parvenir. • [Lire l'article](#)



## Outils de chiffrement : Le réseau Lexing® vous informe

Etat des lieux du cadre juridique des outils de chiffrement dans le monde, est le thème du dernier dossier de « Lexing Insights » réalisé par les membres du réseau Lexing®. • [Lire l'article](#)

## Nos prochaines Conférences Lexing sur Zoom (*gratuits*)



### 2021 année Cookies

Céline Avignon anime une conférence Lexing intitulée « 2021 année Cookies », le mercredi 9 mars 2022 entre 9h et 11h en visioconférence (Zoom). • [Programme et inscription](#)



### Comment réagir face à une faille de sécurité ?

Virginie Bensoussan-Brulé anime une conférence Lexing intitulée « Violations de données : comment réagir face à une faille de sécurité ? », le mercredi 16 mars 2022 de 9h à 11h en visioconférence (Zoom). • [Programme et inscription](#)



### Les projets de règlements UE : vers un marché unique des données

Marie Soulez et JérémY Bensoussan animent une conférence Lexing sur les futurs règlements UE : *Data governance act* (DGA) et *Data act* (DA), le mercredi 23 mars 2022 de 9h à 11h en visioconférence (Zoom). • [Programme et inscription](#)

## Textes et jurisprudence clés

**French AgriTech** – A l'occasion du Salon international de l'agriculture, les start-up de l'AgriTech sont mises en lumières : le numérique offre en effet de nombreuses opportunités ([L'Usine digitale](#) du 01-03-2022).

**Protocole sanitaire** – Le protocole sanitaire en entreprise autorise de nouveau « *les moments de convivialité réunissant notamment les salariés en présentiel dans le cadre professionnel* ». Ces derniers « *peuvent être organisés dans le strict respect des gestes barrières* », à savoir, notamment, le port du masque, les mesures d'aération/ventilation et les règles de distanciation. Si le télétravail reste recommandé, il n'est plus « obligatoire » ([Ministère du travail](#) du 28-02-2022).

**Données de connexion** – Le Conseil constitutionnel juge la conservation généralisée des données de connexion contraire à la Constitution car portant une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée des dispositions législatives ([CC Décis. n° 2021-976/977](#) du 25-02-2022).

**Projet de règlement UE sur les données** – La Commission européenne présente une nouvelle proposition de règlement pour harmoniser les règles d'accès aux données pour les entreprises, les organismes publics et les particuliers (*Data Act*) ([COM\(2022\) 68 final](#) du 23-02-2022).

**Données d'origine spatiale** – La ministre des armées a présenté une ordonnance relative à la protection des intérêts de la défense nationale dans la conduite des opérations spatiales et l'exploitation des données d'origine spatiale. Ce texte vise à mieux garantir la préservation des intérêts de la défense nationale lorsque sont menées des activités spatiales soumises à autorisation ou déclaration préalable ([Ordonnance n° 2022-232](#) du 23-02-2022).

**Cybersécurité** – Face aux tensions internationales actuelles et pour ne pas être déstabilisé par une cyberattaque, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) invite les organisations françaises à vérifier et, le cas échéant, renforcer leur sécurité informatique ([ANSSI](#) du 23-02-2022).

**Conformité RGPD** – Area 120, l'incubateur de Google, lance un logiciel de mise en conformité avec la réglementation sur les données personnelles dédié aux développeurs d'applications Android et iOS ([L'Usine digitale](#) du 23-02-2022).

**Réseaux sociaux** – Dans le cadre du cycle de conférences que le Conseil d'État consacre aux « bouleversements » apportés par les réseaux sociaux, la séance du 23 mars 2022 se penchera sur les réseaux sociaux, en tant que « vecteurs de transformation de l'action publique » ([Programme Société numérique](#), Actualité du 23-02-2022).

**DUER** – Un projet de décret pris dans le cadre de la nouvelle loi Santé au Travail du 02 Août 2021 qui entrera en vigueur le 31 mars 2022 prévoit l'allègement de certaines mesures relatives au DUER (document unique d'évaluation des risques professionnels) : révision des modalités d'élaboration, de mise à jour, de mise à disposition et de conservation du Document Unique ([netPME](#) du 22-02-2022).

**Lanceurs d'alerte** – Le Conseil constitutionnel a été saisi par le Premier ministre d'une proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte. La France sera donc légèrement en retard dans la transposition de la directive sur les lanceurs d'alerte adoptée le 23 octobre 2019 qui devait avoir lieu dans chaque État avant le 17 décembre 2021 ([Sénat Communiqué](#) du 18-02-2022).

**5G et santé** – Dans un avis, publié le 17 février 2022, l'Anses conforte son premier avis suite à la prise en compte de mesures d'exposition récentes. En l'état des connaissances, l'Agence estime peu probable que le déploiement de la 5G entraîne de nouveaux risques pour la santé, comparé aux générations de téléphonie précédentes ([Avis Anses](#) du 17-02-2022).

**Cybersécurité des plateformes** – Le Sénat a adopté la proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinées au grand public. L'objectif : s'assurer que chacun a accès à une information claire des risques encourus par l'utilisation d'une plateforme numérique ([Sénat](#) du 24-02-2022).

**Lois obsolètes** – Plus d'une centaine de lois obsolètes promulguées entre 1941 et 1980 ont été définitivement abrogées pour plus de clarté et une meilleure lisibilité du droit ([Loi n° 2022-171](#) du 14-02-2022).

**Entrepreneur individuel** – La loi en faveur de l'activité professionnelle indépendante promulguée le 14 février 2022 crée le statut juridique, fiscal et social plus simple et protecteur pour l'entrepreneur individuel : chômage, protection du patrimoine personnel, suppression du statut d'EIRL au profit d'un statut unique d'entrepreneur individuel, etc. ([Loi n° 2022-172](#) du 14-02-2022).

**Démarchage téléphonique** – La DGCCRF a prononcé une amende administrative d'un montant de 86 000 € à l'encontre de la société ALBA PHONE pour avoir appelé des personnes inscrites sur la liste d'opposition au démarchage dénommée BLOCTEL ([Communiqué DGCCRF](#) du 10-02-2022).

**Plaintes Cnil** – Dans le cadre d'une [expérimentation](#) visant à externaliser le traitement de plaintes simples, la Cnil a lancé un appel d'offres d'« externalisation de certaines opérations de traitement de saisines » d'un montant estimé à 150 000 euros hors taxes par an (soit 600 000 pour toute la durée des 4 ans du marché) ([Avis n°22-18911](#) BOAMP du 09-02-2022).

**Risque cyber** – Dans une « note de position » publiée fin janvier, les assureurs souhaitent que les pouvoirs publics français et européens s'expriment clairement sur la légalité de l'assurabilité du remboursement des rançons ([Communiqué](#) du 27-01-2022).

JTIT est éditée par Alain Bensoussan Selas, société d'exercice libéral par actions simplifiée au capital social de 8.000.000 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 452 160 856, dont le siège social est situé 58, boulevard Gouvion-Saint-Cyr 75017 Paris – téléphone 01 82 73 05 05 – adresse de courrier électronique : [paris@lexing.law](mailto:paris@lexing.law) – n° de TVA intracommunautaire FR48452160856.

Président : Alain Bensoussan. Directeur de la publication : Alain Bensoussan - Responsable de la rédaction : Isabelle Pottier.

Diffusée uniquement par voie électronique - gratuit - ISSN 1634-0701 - ©Alain Bensoussan 2021

Vous recevez ce courriel car vous êtes abonné à cette alerte. Se désabonner en cliquant sur le lien :

<https://www.lexing.law/unsubscribe/?email=«mail»>